



DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
> administration

ARRÊTÉ

STATIONNEMENT INTERDIT

PARKING DU DOMAINE DE L'ETANG

PARKING DU COMPLEXE SPORTIF

ROLAND RABARTIN

Date : - 1 JUL. 2024

N° : ARR-DST, 2024-0188

Le maire de la Ville de Saran,

Vu l'arrêté n°2020.94 du 28 mai 2020, portant délégation à José SANTIAGO, 5ème Adjoint en charge de l'espace public, le patrimoine et l'environnement

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2542-2, L2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,

VU l'article 610-5 du nouveau Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-9, R 417-10, R 417-11,

VU l'arrêté interministériel sur la circulation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire), approuvé par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1974,

Considérant la nécessité d'interdire le stationnement sur le parking du Domaine de l'Etang et du complexe sportif Roland Rabartin pour permettre le passage d'un transport en commun municipal à l'occasion de la cérémonie pour l'accueil des nouveaux saranais.

- Parking du Domaine de l'Etang, 03 places de stationnement neutralisées
- Parking du complexe sportif Roland Rabartin, 04 places de stationnement neutralisées.

ARRÊTE

Article 1 : Les 06 et 07 septembre 2024, le stationnement sera interdit sur le parking du Domaine de l'Etang et du complexe sportif Roland Rabartin pour permettre le passage d'un transport en commun municipal à l'occasion de la cérémonie pour l'accueil des nouveaux saranais.

- Parking du Domaine de l'Etang, 03 places de stationnement neutralisées
- Parking du complexe sportif Roland Rabartin, 04 places de stationnement neutralisées.

Article 2 : Le chantier doit être visible de jour comme de nuit. La signalisation réglementaire est mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté qui est publié et affiché dans la Commune et aux extrémités du chantier, sont constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie
Le Commissaire Central de Police
Le Service de Police Municipale
Le Service Gestion des Déchets de l'Agglomération Orléans Val de Loire,
Le Service Assainissement de l'Agglomération Orléans Val de Loire
Kéolis
Pôle Territorial Nord d'Orléans Métropole,

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



José Santiago

adjoint délégué à l'espace public, au patrimoine et
à l'environnement